Dominique Avon, *La liberté de conscience. Histoire d'une notion et d'un droit*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, 1216 p.

Laura Pettinaroli

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1132>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.1132

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Laura Pettinaroli, « Dominique Avon, *La liberté de conscience. Histoire d'une notion et d'un droit* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 09 septembre 2021, consulté le 21 octobre 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1132> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1132>

Ce document a été généré automatiquement le 21 octobre 2021.

Histoire Politique

Dominique Avon, *La liberté de conscience. Histoire d'une notion et d'un droit*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, 1216 p.

Laura Pettinaroli

RÉFÉRENCE

Dominique Avon, *La liberté de conscience. Histoire d'une notion et d'un droit*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, 1216 p.

- 1 Il est difficile de ne pas être impressionné, et même un peu pétrifié, par le massif ouvrage de Dominique Avon sur l'histoire de la liberté de conscience. Directeur d'études à l'École pratique des hautes études, l'auteur est connu pour ses nombreux travaux sur le catholicisme et l'islam contemporains. Cet ouvrage défie cependant les standards éditoriaux par ses plus de 1 200 pages d'écriture serrée, 40 pages d'index, 4 500 références bibliographiques (malheureusement non rassemblées en bibliographie finale) et surtout par les 41 siècles embrassés ! Dominique Avon propose ici une monographie totale – sans bornage chronologique ni géographique – sur la liberté de conscience, envisagée comme un droit, celui de « croire différemment ou de ne pas croire » (p. 1120), mais aussi comme une notion philosophique, construite et disputée, qui suppose que les individus – s'affirmant comme « sujets pensants » – s'affranchissent publiquement du collectif sur le plan des croyances. C'est ainsi à une quête à l'échelle universelle que nous convie l'auteur : aux antipodes d'une philosophie de l'histoire étayant le récit univoque de l'émergence progressive et inéluctable de la liberté de conscience, Dominique Avon propose une réflexion érudite et nuancée sur l'apparition du terme et ses éclipses, ses transpositions linguistiques dans différents contextes culturels, bref une véritable histoire mondiale et transnationale qui affronte les aspérités du temps et des espaces pour retracer un pan de l'aventure de l'humanité, celle de l'affirmation de la conscience individuelle face aux autorités politiques et religieuses. Si l'auteur met en évidence l'ancrage occidental de la liberté de conscience, notamment à l'âge de l'humanisme ou de son inscription au XX^e siècle dans le droit international, la finesse des analyses proposées permet de reconsidérer la thèse, polémique et militante, qui en fait un objet de domination conçu récemment et de façon isolée par l'Occident sécularisé. Les articulations et distinctions opérées avec les notions voisines de tolérance (acceptation pragmatique du pluralisme religieux) et de liberté religieuse (liberté de pratiquer un culte de façon publique) sont, à cet égard, particulièrement éclairantes.
- 2 Comme le rappelle l'auteur (p. 7-8), ce vaste projet a été longuement mûri, au fil d'une dizaine d'années de recherches et de collaborations académiques notamment au Moyen-Orient et aux États-Unis, ainsi que par de nombreux échanges avec des milieux croyants, chrétiens ou musulmans, et non croyants.
- 3 Les entrées dans cet ouvrage monumental sont évidemment multiples et il est impossible de les détailler dans une brève recension : nous nous limiterons à donner un aperçu panoramique de cet ouvrage d'ores et déjà pierre milliaire dans ce champ qui n'avait jamais été abordé de façon systématique, puis nous soulignerons quelques

points d'intérêt pour l'histoire politique du monde contemporain, avant de conclure par des observations sur le plan méthodologique.

- 4 L'ampleur de l'ouvrage ne doit pas décourager les lecteurs. Très clairement construit, structuré par des titres explicites, ponctué d'introductions et de conclusions synthétiques, l'ouvrage permet des parcours de lecture pluriels tout en offrant une navigation aisée entre les espaces et les périodes. Ouvert par une stimulante introduction (p. 17-25), le livre est conçu de façon chronologique mais assez originale. La partie 1 (p. 27-176), en effet, est consacrée au bref moment des années 1940-1960, « âge d'or pour la liberté de conscience, sur un plan politique et juridique » (p. 176), marqué par son affirmation dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. L'ouvrage s'engage ensuite dans un long flash-back historique (les parties 2 à 5 abordant l'histoire du XXI^e siècle avant l'ère chrétienne jusqu'en 1945) et s'achève par une partie 6 d'histoire immédiate, allant de la fin des années 1960 à nos jours. La partie 2 aborde ainsi l'Antiquité et le Moyen Âge (p. 177-393), durant lesquels l'idéal d'unité politico-religieuse qui marque la plupart des sociétés conduit à associer dissidence religieuse et sédition politique. C'est néanmoins à cette époque, de façon certes isolée, que sont élaborées, dans le domaine philosophique, religieux ou juridique, la notion de libre arbitre et l'expression de liberté de conscience, qui apparaît en latin au III^e siècle de l'ère chrétienne. La partie 3 (p. 396-548) met en valeur la période d'« émergence de la liberté individuelle » entre le milieu du XV^e siècle et le début du XVIII^e siècle. Le syntagme « liberté de conscience » s'affirme au XVI^e siècle en latin, mais aussi en allemand, français et anglais dans un sens d'abord péjoratif, la liberté individuelle étant perçue comme dissolvante, au contraire des libertés collectives garantes du bon fonctionnement de la société. Progressivement au XVII^e siècle cependant, son sens se charge positivement dans certains milieux lettrés européens, dans un contexte plus général d'autonomisation du politique, de révolution culturelle structurée par l'imprimerie (interdite en revanche dans des espaces comme l'Empire ottoman) et d'individualisation du croire par des mouvements comme la *devotio moderna*, prolongés par la Réforme. Si ce retournement décisif s'ancre en Europe occidentale, l'auteur équilibre l'analyse en soulignant les résistances au sein même de cet espace, ainsi que l'impact de la découverte de nouvelles civilisations sur l'acceptation graduelle du dissensus, dans un monde acculé à la tolérance par la rupture de l'unité religieuse. La partie 4 (p. 551-731) embrasse les XVIII^e et XIX^e siècles (jusqu'aux années 1880) sous le signe des Lumières, de la stabilisation de l'idée de liberté de conscience dans plusieurs langues européennes et de sa diffusion en arabe et en russe. Du champ philosophique, la liberté de conscience devient, à l'heure des révolutions atlantiques, un droit revendiqué et « associé à la construction d'États-nations et au système démocratique » (p. 731). Toujours centrée sur l'espace européen-atlantique, l'analyse envisage cependant les paradoxes juridiques des États libéraux à l'égard des populations colonisées et les ondes de choc dans le monde de cette évolution, sous l'angle du rapport mimétique ou au contraire de réactions critiques, dont la plus élaborée est celle du magistère catholique. La partie 5 (p. 735-933) aborde la période allant des années 1880 à la fin de la Seconde Guerre mondiale sous l'angle de pressions contraires : si « l'autonomie du sujet et le caractère imprescriptible de ses droits » apparaissent comme « une conquête définitive » (p. 735) en Occident à l'heure du développement du droit international humanitaire, les guerres mondiales nourrissent également des régimes violemment antilibéraux alors que la domination coloniale, l'antisémitisme et le racisme se développent. Enfin, la partie 6 (p. 935-1118)

met l'accent tant sur l'optimisme libéral régnant depuis 1968, stimulé par l'effritement des régimes communistes en Europe et en URSS, que sur la montée en puissance de critiques antilibérales provenant de sources diverses.

- 5 Dans cet ensemble extrêmement riche, nourri par une abondante bibliographie internationale, il convient tout d'abord de souligner, à l'intention des enseignants, le grand nombre de ressources documentaires pour l'étude des rapports entre religion et politique, et du pluralisme religieux dans des contextes nationaux très divers. L'auteur cite abondamment, en français ou en anglais, en les référant précisément, de nombreux textes, notamment législatifs et souvent difficiles d'accès, ce qui en fait une mine de ressources pédagogiques. Par ailleurs, les parties traitant de l'histoire contemporaine (1, 5 et 6) sont certainement les plus cohérentes et, surtout, les plus directement nourries des recherches menées personnellement par l'auteur. La partie 1, sur la rédaction et la réception de la déclaration universelle des droits de l'homme permet, par exemple, de souligner l'engagement – sur le volet de la liberté de conscience – de personnalités comme le Libanais Charles Malik et le Chinois Peng-Chun Chang, attentifs à la nécessité de ne pas occidentaliser le texte et aux traductions en différentes langues (p. 47-48). Au-delà des individus, Dominique Avon note le rôle moteur, dans ce processus, de certains États notamment d'Amérique latine. On peut également souligner l'intérêt de la partie 6 d'histoire immédiate, qui comprend de passionnants développements sur la démultiplication, depuis les années 1970, de chartes des droits humains régionalisées (Afrique, Asie) ou associées à des ensembles religieux (islam), cherchant à redonner du poids aux droits collectifs, et parfois aux dogmes, sur l'individu. Les analyses détaillées sur les remises en question, tant intellectuelles que religieuses, du libéralisme et de la liberté de conscience dans des milieux aussi variés que les campus nord-américains marqués par les lectures post-coloniales, les organisations de juristes musulmans ou le patriarcat orthodoxe de Moscou, sont également éclairantes tant en elles-mêmes que par leurs interconnexions. Le pari, lancé par Dominique Avon, d'écrire l'histoire d'une idée et d'un droit, est tenu grâce à une inscription toujours précise dans les contextes sociaux et culturels envisagés, illustrant ainsi sous un jour nouveau l'histoire de la démocratie, des libertés fondamentales et des relations entre religion et politique. Ce qui confirme d'ailleurs la fécondité – pour l'étude de ces dernières en contexte de sécularisation – de l'étude non seulement des textes normatifs mais aussi de la jurisprudence (ici celle de la Cour européenne des droits de l'homme – CEDH – sur la « diffamation des religions »).
- 6 Étant donné l'ampleur des matières et des espaces traités, les spécialistes pourront certainement regretter ici ou là un jugement hâtif, de rares coquilles ou répétitions (Otto Bauer décède en 1938, p. 753 ; la loi anti-congréganiste datée de 1903 p. 742 est probablement celle sur l'enseignement de 1904, détaillée ensuite p. 798), ou le maintien de certaines pistes inexplorées (les liens entre objection de conscience et religion auraient mérité un développement autonome, notamment dans leur translation du champ militaire vers le médical et le politique), mais ces inévitables limites ne remettent en cause ni l'intérêt ni la fécondité de l'ouvrage.
- 7 Si ce livre laisse au lecteur une forte impression, ce n'est pas uniquement par son ampleur, c'est aussi parce qu'il contribue à ouvrir – sur le plan méthodologique – certaines réflexions. Écrit en solitaire à l'heure de la prolifération des collectifs, fourmillant de détails à l'âge des billets d'humeur, *La liberté de conscience* a tout de l'anti-histoire en miettes. À rebours des ultra-spécialisations de la profession,

Dominique Avon prend le parti de l'encyclopédisme et de l'histoire-monde, rattachant l'objet de son enquête aux enjeux profonds de l'histoire de l'humanité. Si le style de l'auteur, extrêmement progressif et minutieux (l'auteur revendique une histoire « volontairement peu conceptuelle [...] attachée aux traces de premier degré plus qu'aux gloses », p. 1119), déroutera certains lecteurs pressés d'arriver aux conclusions, c'est à une histoire de lentes maturations, d'effacements et d'équilibres fragiles que Dominique Avon nous invite à porter attention. C'est aussi une histoire écrite à la façon du « paysan » (p. 22), davantage qu'à la manière de l'artisan, ordinairement associée au geste de l'historien. Très classique, la narration ose paradoxalement une – partielle – déstructuration chronologique pour mettre à distance les processus linéaires. S'il souligne les limites de son entreprise, Dominique Avon a ici ouvert un vaste champ d'étude, offrant des points de repères généreux à qui poursuivra l'enquête à partir de différentes disciplines et sur diverses aires culturelles. Ce faisant, l'auteur a aussi offert un hommage à sa propre discipline, l'histoire, dont il démontre la capacité d'ouverture, la puissance heuristique et la dignité. En se maintenant toujours dans une stricte posture de neutralité, l'ouvrage illustre cette faculté de l'histoire de répondre, par son seul déploiement, aux réductions mythiques et aux entreprises polémiques.